Mali : la France salue l'accord

Bernard Emié, ambassadeur de France à Alger et Ramtane Lamamra, ministre algérien des Affaires étrangères.

Après des négociations entamées à Alger il y a huit mois, un accord d'engagement a enfin été signé par les différentes parties, ouvrant la voie à un accord de paix et de réconciliation historique.

L'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Emié a déclaré : « *Cet accord marque l'identification commune – dans le cadre des institutions républicaines du Mali – des solutions qui doivent permettre à la population malienne de retrouver pleinement la paix, la stabilité, et de se consacrer à son développement* ». Lors de la cérémonie de signature, le 1er mars à l'hôtel Aurassi, l'ambassadeur a tenu à rappeler que si un espoir renaît aujourd'hui au Mali, il le doit en partie au coup d'arrêt porté aux terroristes par l'opération Serval. Cette dernière a en effet permis, en quelques mois, de voir l'arrivée au pouvoir à Bamako des dirigeants élus démocratiquement et la remise sur les rails de l'économie malienne avec l'appui des partenaires du Mali. Il a salué « *au nom des plus hautes autorités françaises, l'engagement, la ténacité et l'efficacité de la médiation algérienne, qui n'a pas ménagé ses efforts et qui a su, dès le début, gagner la confiance de tous les Maliens et fédérer les amis du Mali pour nous conduire là où nous sommes aujourd'hui* ».

Une étape importante

Bernard Emié a présenté cet accord comme la meilleure réponse collective au terrorisme. Dans la foulée, il a invité les parties qui ont signé le document à faire preuve de « *patience et d'un engagement constant* », pour que « *les promesses* » contenues dans l'accord comme le « vivre-ensemble », le développement, la sécurité, l'organisation du territoire deviennent réalité. Pour conclure, il a rappelé : « *Au nom de mon gouvernement, je tiens à vous assurer que la France demeurera à vos côtés.* » Ce soutien, François Delattre, l'ambassadeur français auprès des Nations unies, qui préside le Conseil de sécurité, l'a également exprimé. Dans une déclaration, le Conseil a « *salué ce projet d'accord comme une étape importante vers la conclusion d'un accord global et inclusif pour une paix durable au Mali* ». L'ambassadeur a rendu hommage lui aussi aux efforts de médiation de l'Algérie et à « *l'esprit de compromis* » qui a présidé aux négociations d'Alger. ■

Fayçal B.

Laurent Fabius et le ministre Algérien des affaires étrangère Ramtane Lamamra.

« *L'accord finalisé à Alger est une excellente nouvelle* », s'est réjoui le chef de la diplomatie française, Laurent Fabius, appelant tous les groupes armés à le signer « *sans délai* ». Dans un communiqué, M. Fabius a salué « *un texte équilibré et bénéfique pour le pays et la région* » et rendu un hommage à l'Algérie pour sa médiation efficace. « *Il s'agit maintenant d'assurer la réussite de l'accord avec l'appui de la communauté internationale. La France sera, bien entendu, aux côtés des parties pour apporter son plein appui.* »